



CERCLE ALGÉRIANISTE NATIONAL

/ COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SAMEDI 2 NOVEMBRE 2024

COMMÉMORATION DE LA TOUSSAINT ROUGE

“L'ANTIFRANÇAIS” EMMANUEL MACRON S'ILLUSTRE À NOUVEAU PAR UNE DÉCLARATION DE REPENTANCE EN FAVEUR DE L'ALGÉRIE

70 ans après, au moment même où des Français se recueillaient à la mémoire des premières victimes du terrorisme FLN, dans un communiqué de l'Élysée, le Président de la République a reconnu ce 1^{er} novembre 2024, la responsabilité de la France dans la mort du nationaliste algérien Larbi Ben M'hidi, fait connu depuis les aveux du commandant Aussaresses en 2000.

Ainsi deux jours après le voyage présidentiel au Maroc, la politique mémorielle de notre pays sert une fois encore de monnaie d'échange géopolitique, au mépris d'un nécessaire travail de mémoire équilibré entre les deux rives de la Méditerranée et a minima d'une reconnaissance mutuelle des atrocités commises durant cette période.

Le Président assume ainsi de répondre unilatéralement à la surenchère permanente et sans contrepartie du pouvoir dictatorial algérien qui veut entretenir son peuple dans une détestation de la France, tournée vers le passé, pour maintenir son joug toxique.

Dans ce jeu mortifère pour notre pays, le Président, tout comme les divers rapports et commissions d'historiens mis en œuvre, se gardent de réclamer au pouvoir FLN une quelconque reconnaissance de ses crimes vis à vis des Européens d'Algérie du 1^{er} novembre 1954 jusqu'au 5 juillet 1962 à Oran, vis à vis des dizaines de milliers de harkis massacrés, et plus de 2400 personnes enlevées et disparues - dont la majorité après les accords de pseudo cessez le feu et dont les familles sont toujours dans l'ignorance de leur sort précis - sans même évoquer les crimes du FLN vis à vis de son propre peuple.

Cette politique unilatérale n'apporte rien à notre pays, ni au plan diplomatique, ni au plan intérieur. Bien au contraire, elle ne fait qu'exacerber les ressentiments - sur lesquels on ne construit rien pour l'avenir -, les revendications et les fractures au sein de la société française.

Le Cercle algérieniste, rappelle au Président de la République, qu'il est le garant de l'unité nationale et à ce titre il se doit de défendre les Français, particulièrement lorsqu'ils sont victimes d'actes de terrorisme.

Celles de la guerre d'Algérie, Monsieur le Président, ont toutes droit au même respect et à la même compassion. Certaines souffrances ne sont pas plus honorables que d'autres !

“Le terrorisme est un crime qu'on ne peut excuser”

Albert Camus

Actuelles III, Chroniques 1939-1958.

Suzy Simon-Nicaise
Présidente nationale du Cercle algérieniste